

Prévention

Un court métrage met en lumière la prostitution des mineurs

Seine-Saint-Denis 1,65 million d'hab.

Déjà engagé sur le sujet, le département a apporté son soutien à un film de prévention réalisé avec des lycéens.

«C'est un précieux outil qui va aider les professionnels à engager le dialogue sur ce sujet tabou», déclarait Stéphane Troussel, président du département de la Seine-Saint-Denis, après la projection en avant-première du court métrage «Plan sous» à Montreuil, en novembre. Cette fiction, mise en scène et filmée par des professionnels du cinéma, a été imaginée et jouée par des élèves du lycée Louise-Michel à Epinay-sur-Seine.

A travers la mésaventure de trois jeunes filles invitées à une soirée, le film aborde les questions de cyber-harcèlement, de consentement et de risque prostitutionnel chez les adolescents. Réseaux sociaux, alcool, manipulation, tous les ingrédients sont là. «C'est la réalité, ces jeunes agissent comme nous, et c'est bien filmé», témoignent de jeunes spectateurs.

JEUNES ET PARENTS

Soutenu par le département, «Plan sous» est diffusé dans les centres sociaux, les foyers et les établissements scolaires, et a été conçu comme un outil de prévention par les pairs.

Le territoire de la Seine-Saint-Denis est engagé depuis longtemps sur cette thématique. En 2018, la ville de Montreuil a fait réaliser un état des lieux par

une sociologue, Katia Baudry, fondatrice de l'association Astheria, qui sensibilise collégiens et lycéens à la prostitution. En 2019, une enquête a été réalisée dans les structures d'accueil de protection de l'enfance du département par la mission métropolitaine des conduites à risques (MMPCR).

La collectivité a ensuite participé au groupe de travail national qui a débouché, en novembre 2021, sur le Plan

Le département veut travailler avec les centres de formation pour que la question soit intégrée dans le cursus des éducateurs.

national de lutte contre la prostitution des mineurs, doté de 14 millions d'euros. «Nous avons reçu un million d'euros de l'Etat dans le cadre de ce plan pour 2022 et le département a engagé un million supplémentaire»,

détaille Nadia Azoug, vice-présidente chargée de l'enfance, de la prévention et de la parentalité.

Ce budget a permis de mener des actions de sensibilisation «auprès de 15 000 enfants scolarisés et de 300 mineurs de l'aide sociale à l'enfance, et 40 actions auprès des parents», précise l'élue. Une équipe mobile, composée de spécialistes, vient en appui des équipes éducatives pour accompagner les mineurs victimes. Des formations ont ciblé notamment des éducateurs de rue intervenant aussi sur les réseaux sociaux, où ils

peuvent entrer en contact avec des jeunes filles potentiellement exposées.

Le département a renforcé l'évaluation des situations de risque prostitutionnel «avec le tribunal de Bobigny et la cellule qui traite les informations préoccupantes», ajoute Nadia Azoug. Ce plan d'action a été reconduit en 2023 avec le même budget.



A travers la mésaventure de trois jeunes filles, «Plan sous» aborde les questions de cyber-harcèlement, de consentement et de risque prostitutionnel.

Film

«Plan sous» (12 minutes) est issu d'un atelier avec 8 élèves de terminale du lycée Louise-Michel, accompagnés par leurs enseignants et de professionnels du cinéma. Réalisé par Benoit Bertran de Balanda et produit par l'association Je suis l'autre.

Contact

Mission métropolitaine des conduites à risques, mmPCR@seinesaintdenis.fr

La Seine-Saint-Denis souhaite par ailleurs travailler avec les centres de formation pour que le sujet soit intégré dans la formation initiale des éducateurs. «Il y a en outre un travail à mener avec les missions locales, car leurs conseillers ne sont pas assez sensibilisés à cette question», poursuit l'élue.

ÉDUCATION, SANTÉ ET SOCIAL

De son côté, Montreuil a intégré cette thématique à son plan de prévention de la délinquance et mis en place un groupe de travail qui se rencontre tous les deux mois: «Il réunit des professionnels de l'éducation, de la santé et du social afin de leur permettre de mieux appréhender le phénomène, d'échanger sur des pratiques et de mieux orienter les jeunes ou familles concernées», indique Loline Bertin, adjointe au maire chargée de la tranquillité publique, de la prévention et de la vie nocturne.

Tous les professionnels socioéducatifs du département peuvent se procurer «Plan sous» et son guide d'animation auprès de la MMPCR, qui a acquis les droits du film. ●

Mariette Kammerer